



## VILLE DE COGOLIN

### ARRÊTÉ DU MAIRE

**N° 2026/415**

**STATIONNEMENT RÉSERVÉ – BOULEVARD MICHELET –  
ENTREPRISE « DIFFAZUR PISCINES ADC »**

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et suivants,

Vu le code de la route, notamment les articles R.411-8, R.411-26 et R.417-10,

Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L.111-1, L.113-2, L.113-4, L.113-7,

L.115-1, L.118-1, L.141-11, R.116-2, R.141-13 et suivants et le chapitre VI du titre Ier du livre Ier,  
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2122-1 et L.2132-2,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 octobre 2022 portant sur le règlement de voirie communale,

**Considérant la demande en date du 6 mars 2026 par l'entreprise « DIFFAZUR PISCINES ADC »,  
ZI Les Plaines – RN 7 - 83480 Puget-sur-Argens, afin de réserver deux places de stationnement, au  
droit du n° 13, boulevard Michelet, pour procéder à plusieurs livraisons de matériaux, du mercredi  
18 au vendredi 20 mars 2026,**

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers,

### ARRÊTÉ

#### **ARTICLE 1**

Afin de pouvoir effectuer leurs livraisons, l'entreprise sera autorisée à occuper deux places de stationnement, devant le n° 13, boulevard Michelet :

<p><b>du mercredi 18 mars 2026 – 5H30 au vendredi 20 mars 2026 – 18H</b></p>
--

#### **ARTICLE 2**

Le pétitionnaire est responsable de la mise en place de la signalisation et du balisage du chantier, de son maintien pendant les travaux, ainsi que de la circulation publique à proximité du chantier par la mise en place des panneaux.

#### **ARTICLE 3**

Dès l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux. Tous les dommages éventuellement causés par les travaux feront l'objet d'une remise en état aux frais de l'entreprise. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont la mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté.

#### **ARTICLE 4**

En cas d'infraction aux prescriptions du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.417-10 du code de la route, tout conducteur sera puni de l'amende prévue, et il sera prévu l'enlèvement du véhicule aux frais du contrevenant et à ses risques et périls.

## ARTICLE 5

Les services techniques de la commune auront la charge de déposer deux barrières, au droit du 13, boulevard Michelet. Le pétitionnaire devra mettre en place les barrières 72H avant la date de début de l'arrêté, ainsi que d'afficher le présent arrêté sur celles-ci, il veillera à ce que la signalisation reste en place jusqu'à la fin de l'autorisation. Il conviendra de téléphoner à la Police Municipale 04.94.54.58.98 afin que la patrouille puisse constater la mise en place de la signalisation.

## ARTICLE 6

La circulation des véhicules de secours, police, pompiers et ambulances devra être maintenue en permanence.

## ARTICLE 7

Madame le Maire, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Grimaud, Monsieur le Directeur de la police municipale de Cogolin, Monsieur le Chef de corps des sapeurs-pompiers de Grimaud, les services techniques, l'intéressé sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée.

Fait à Cogolin, le 16 mars 2026  
L'adjointe déléguée,

Audrey TROIN



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,  
Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Formalités de publicité effectuées le : 17/03/2026

N° 2026/321

Notifié le :

ARRÊTÉ N° 2026/415